

# De nouvelles locomotives pour l'économie mondiale?

Les pays émergents et en développement sont-ils en mesure d'assumer un rôle de locomotive dans l'économie mondiale et de la tirer alors que son rythme s'essouffle? L'article ci-contre montrera qu'il existe effectivement des possibilités en ce domaine. Les pays en développement devraient davantage stimuler la croissance mondiale et ainsi freiner le marasme conjoncturel dans lequel se sont enlisés les pays avancés. Il faut, toutefois, pour cela que les pays en développement fassent leur devoir en matière de politique intérieure et mettent en place les réformes qui s'imposent<sup>1</sup>.

1 On trouvera plus de détails sur la politique et les réformes évoquées dans *Canuto et Giugale (2010)*.  
2 Claessens, Kose et Terrones (2008).  
3 FMI (2010), chapitre 3.

Les pays émergents et en développement ont connu, avant la crise et pendant de nombreuses années, une croissance nettement supérieure à celle des pays avancés. En 2007 et durant les trois premiers trimestres 2008, les perspectives financières et conjoncturelles des principales économies avancées se sont obscurcies à un tel point qu'on a souvent pensé à un possible «découplage» des pays émergents. On a, d'ailleurs, été tout aussi rapide, durant le dernier trimestre 2008 et au début de 2009, à ressouder les deux blocs, quand on a vu que le quasi-effondrement du système financier et du commerce international avait également laissé des traces parmi les pays émergents.

Les pays émergents et en développement se sont, dans l'ensemble, plus vite rétablis que les pays avancés. Ils ont également pu conserver les gains de croissance obtenus avant la crise (voir *graphique 1*). La Banque mondiale prévoit que la croissance s'élèvera à 6,0% en 2010 et à 5,9% en 2011, contre 2,2 et 2,4% pour les pays à hauts revenus. Aujourd'hui, près de la moitié de la croissance du PIB mondial provient des pays en développement.

La reprise que l'on constate actuellement dans les pays avancés montre des signes de fragilité et les perspectives de croissance à moyen terme sont peu encourageantes. Deux questions se posent dès lors: les pays émergents et en développement ne risquent-ils pas un «recouplage» nuisible, autrement dit de renouer avec une faible croissance en raison du manque de perspectives observé dans les pays avancés? Ou, au contraire, ces mêmes pays émergents et en développement pourraient-ils devenir les locomotives de l'économie mondiale, relançant ainsi un convoi de plus en plus lent?



**Otaviano Canuto**  
Vice-président du Réseau de la réduction de la pauvreté et de la gestion économique (PREM), Banque mondiale

## Avis de tempête sur les économies avancées

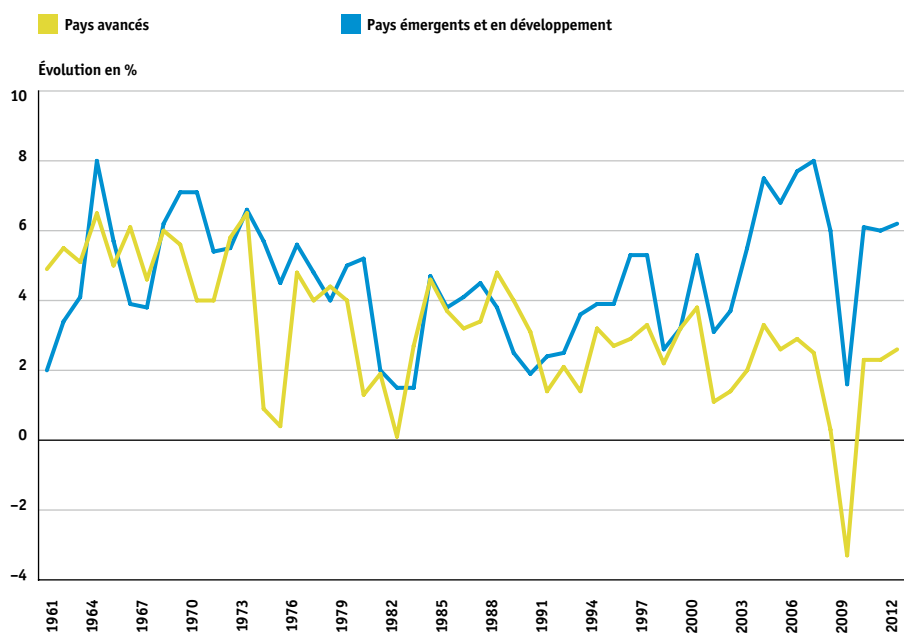
La crise a mis les pays à hauts revenus au centre de violentes turbulences. Il est encore difficile de dire si le secteur privé (consommation et investissements) retrouvera suffisamment de force – et en temps voulu – pour rendre obsolètes les impressionnants trains de mesures monétaires et fiscales adoptés pour enrayer la crise immédiate, et cela avant qu'il ne devienne inévitable d'y renoncer. Si les récessions qui ont touché les pays de l'OCDE dans l'après-guerre peuvent servir de modèles, la relance à travers le secteur public puis privé ne se fera pas avec autant de facilité. La crise actuelle associe une pénurie de crédit, une bulle immobilière et un effondrement des valeurs boursières, ce qui la rendra plus intense et longue que les autres. Seules quatre récessions sur les 122 observées dans l'OCDE après la guerre ont combiné ces trois éléments. La crise actuelle les comporte tous sous une forme aiguë<sup>2</sup>.

Différents indices font penser que la croissance effective et potentielle se réduira à moyen terme.

Premièrement, l'assainissement budgétaire deviendra un thème brûlant dans les pays avancés lorsque la reprise aura montré sa solidité (ou même avant). On estime que les déficits structurels primaires pourraient s'alourdir de quatre points de pourcentage (en termes de PIB) entre 2007 et 2010. Même si les mesures anti-crise temporaires étaient annulées, la dette publique des pays avancés du G20 équivaldrait à 118% de leurs PIB en 2014 (voir *graphique 2*). Il ne suffit pas non plus de stabiliser la dette au niveau qu'elle atteindra après la crise. Ce serait un handicap en cas de nouveau choc, car les possibilités budgétaires des pays touchés s'en trouveraient amoindries. Les taux d'intérêt réels prendraient également l'ascenseur dans ces conditions. Un resserrement budgétaire pesant sur le secteur privé sera ainsi le prix à payer pour les mesures conjoncturelles destinées à sauver les économies avancées du gouffre qui les attendait au moment de la crise. La politique monétaire continue de rester accommodante pour quelque temps encore et réussit à conserver les taux d'intérêt à court terme à un faible niveau.

Graphique 1

## Croissance économique mondiale, 1961–2012



Source: Banque mondiale (2010) / La Vie économique

Ceux qui concernent la dette publique d'État peuvent, néanmoins, toujours augmenter.

*Deuxièmement*, le processus de désendettement et d'ajustement comptable des ménages étasuniens est loin d'être achevé. Avant la crise, l'augmentation du prix des maisons gonflait les dépenses de consommation aux États-Unis, ce qui conduisait la dette privée à augmenter et l'épargne à rétrécir (voir *graphique 3*). Ce dernier point se reflétait dans la montée du déficit de la balance des opérations courantes du pays, alors que celle-ci est une source essentielle pour la demande intérieure et les exportations du monde entier. Les prix de l'immobilier, tout comme d'autres placements en capital, se sont entre-temps effondrés, mais les ménages sont tellement endettés qu'il y a peu de chances de les voir dévaliser les magasins ces prochains temps. Assainir la comptabilité des ménages sera un processus de longue haleine.

*Troisièmement*, le retour à une croissance rapide est empêché par le fait que la reprise dans de nombreux pays à hauts revenus ne s'accompagne guère de créations d'emplois. La crise a, en effet, accumulé les chocs difficiles à renverser: elle a, à la fois, été financière, immobilière et détruit ou créé des emplois dans des secteurs différenciés. Les incertitudes macroéconomiques ne plaident, en outre, pas en faveur d'une reprise rapide de l'emploi<sup>3</sup>.

*Quatrièmement*, toutes les propositions actuellement discutées et dont l'objectif est

d'améliorer la réglementation du secteur financier vont dans le sens d'une augmentation du coût de ses opérations d'intermédiation. Le but n'est-il pas, du reste, de brider cette «fabrique à liquidités endogène» et d'empêcher les excès d'endettement qui ont permis l'éclatement de ces bulles démesurées qui ont jalonné la crise économique?

### Chances et risques d'un changement de locomotive

La croissance des pays émergents et en développement n'est pas seulement le reflet de la dynamique de leurs deux plus grands représentants, la Chine et l'Inde. Le *graphique 4* montre comment celle-ci était distribuée parmi les différents États en 2009, soit à ce qu'on suppose le plus fort de la crise. La croissance médiane des pays émergents et en développement (2,13%) a largement dépassé celle des pays avancés (-3,72%). On observe, en outre, que les premiers présentent par rapport aux seconds une proportion bien supérieure de pays où la croissance est positive.

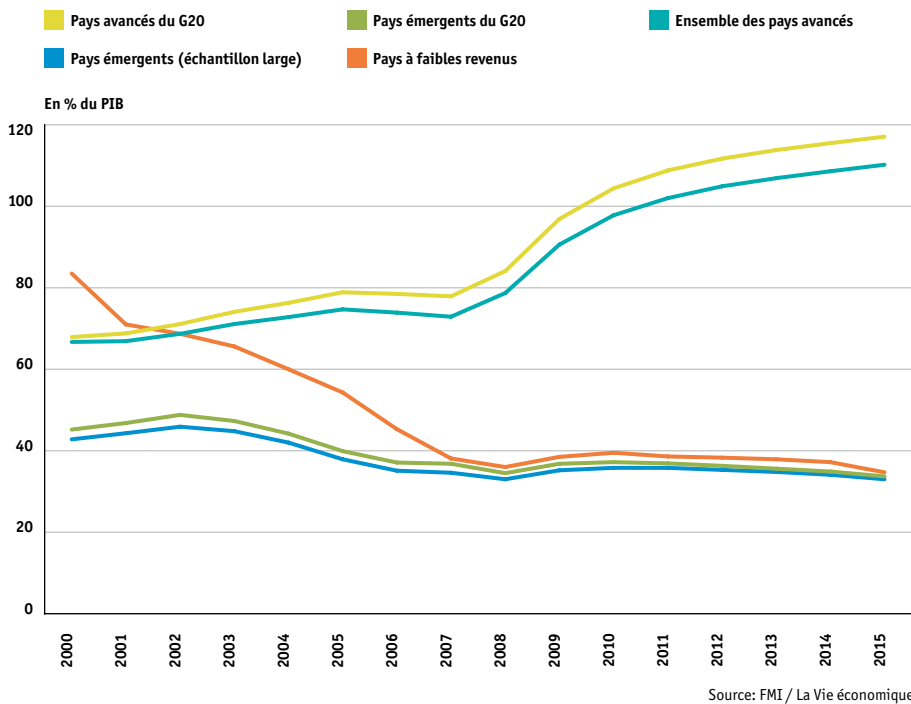
La majorité des pays émergents et en développement qui se situent dans la partie droite du graphique ont amélioré, ces deux dernières décennies, leurs politiques macroéconomiques, structurelles et autres. Ils ont, dès lors, eu la possibilité de mener des politiques anticycliques, que ce soit au niveau budgétaire, monétaire ou financier. Ils ont, en outre, pu utiliser leurs réserves de devises et les fluctuations des changes pour amortir le choc. À gauche du graphique, on trouve les pays qui ont combiné les financements à hauts risques, puisqu'il s'agit de prêts pouvant mener à des «bulles» (pays avancés), avec une croissance intérieure fragile (plusieurs pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale). On peut dire que les pays émergents et en développement, que ce soit avant ou durant la crise, ont présenté de bons résultats et cela revient largement aux améliorations dont ont bénéficié leurs politiques économiques durant la dernière décennie.

Même tous ensemble, les pays émergents et en développement n'ont pas atteint une taille suffisante pour secourir l'économie mondiale, qui souffre de la faible croissance des économies avancées. Les pays du G7, à eux seuls, représentent toujours 60% du PIB mondial (mesuré aux prix du marché) et les nouveaux grands pôles de croissance (Chine, Inde et Brésil) pas plus de 30%.

Les deux groupes pourraient, toutefois, échanger leurs positions avec le temps, étant donné qu'on s'attend à ce que perdure le différentiel positif de croissance dont disposent les pays émergents et en développement

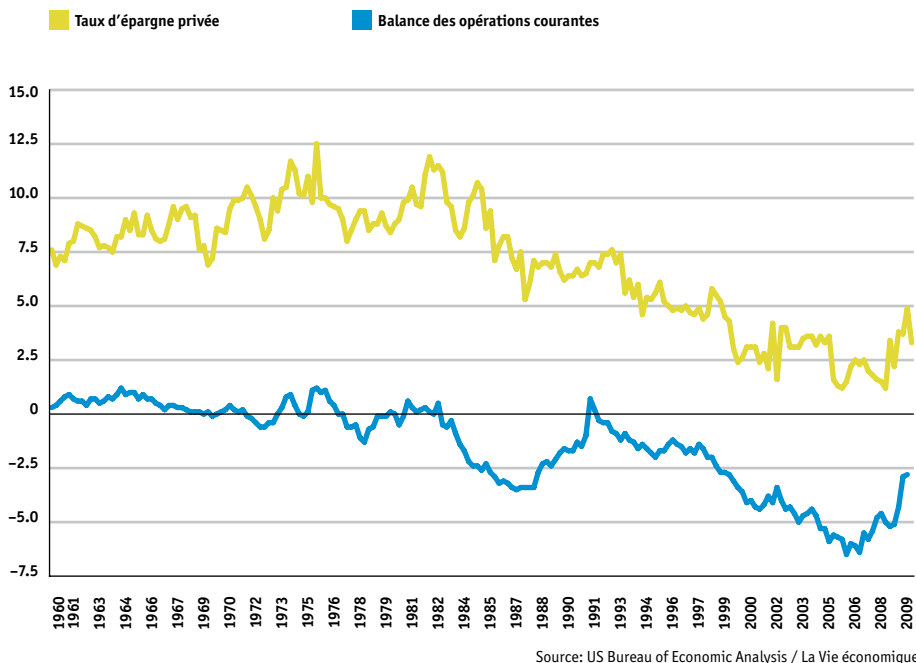
Graphique 2

### Dettes publiques par grandes régions, 2000–2015 (en % du PIB, pondéré par la PPP)



Graphique 3

### États-Unis: taux d'épargne privée et balance des opérations courantes (en % du PIB), 1960–2009



depuis 2000. Si, en outre, ces pays bénéficient de sources «autonomes» de croissance tendancielle – qui ne dépendent donc pas directement de la croissance des économies avancées –, ils peuvent non seulement éviter un «recouplage» nuisible, mais également devenir les locomotives de la croissance mondiale et apporter leur aide aux économies avancées.

### Les voies d'une croissance autonome dans les pays émergents et en développement

Les sources de croissance autonome existent au sein des pays émergents et en développement. Leur exploitation dépend, toutefois, de la capacité des gouvernements à adopter les politiques appropriées.

La première source que l'on peut mentionner est la *bonne santé et la durabilité de la comptabilité nationale de nombreux marchés émergents*, ce qui se reflète dans la rapidité avec laquelle ils ont surmonté la crise (voir *graphique 2*). Les pays émergents et en développement ont donc largement la possibilité de procéder à des *investissements en terrains vierges*, qui pourraient bénéficier d'un effet de levier financier important de la part des secteurs public et privé. Prenons un exemple qui saute aux yeux: l'infrastructure. Étant donné son indigence, le bénéfice social marginal – soit la productivité totale des facteurs – tend à être important dans les projets qui doivent résoudre les embouteillages existants. Si ceux-ci sont bien conçus, l'appropriation partielle de ce bénéfice par le secteur public ou privé peut contribuer à créer de nouveaux actifs et financements.

Il est, toutefois, indispensable que le secteur public ait des capacités de gestion et connaisse les mécanismes de gouvernance nécessaires pour garantir l'utilisation des critères appropriés dans le choix et l'architecture des projets; cela permet également d'éviter les détournements de bénéfice. L'euphorie qui a accompagné les récents succès macroéconomiques ne doit pas non plus entraîner les responsables sur la planche glissante de l'endettement facile. Un autre écueil réside dans le fait que le capital privé qui coule actuellement à flots vers les marchés émergents peut entraîner la formation de bulles au lieu de se transformer en investissements en terrains vierges. De telles perspectives doivent être contrées par une réglementation et une surveillance appropriées des marchés financiers.

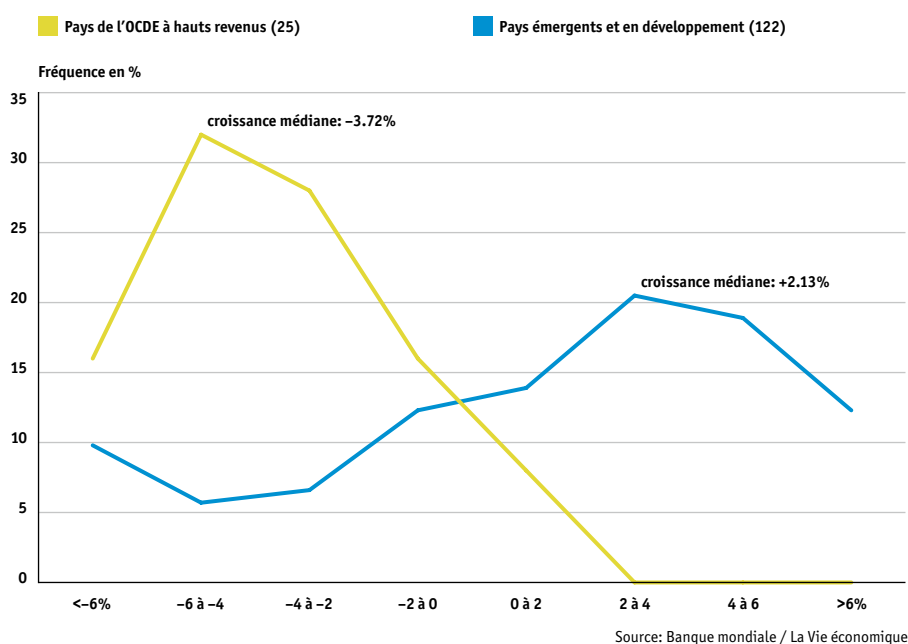
Le *progrès technologique* peut constituer une deuxième source potentielle de croissance autonome. Les pays émergents et en développement se heurtent à leur retard

4 Canuto, Dutz et Reis (2010).

5 Yusuf (2009); Ghani et Kharas (2010).

Graphique 4

## Répartition de la croissance du PIB des pays avancés et des pays émergents et en développement, 2009



technologique vis-à-vis des pays avancés dans la plupart des champs d'activité économiques. Ce type de situation présente, toutefois, des avantages: il permet très largement d'améliorer la productivité locale grâce aux transferts technologiques et aux vastes ajustements qu'il suscite. Ces transferts sont devenus plus faciles ces dernières années avec les progrès du commerce international des biens et services, des investissements étrangers directs, de la propriété intellectuelle et des accords de licence; ajoutons-y des banques de données dont la mémoire s'est étendue et des capacités de transmission accrues. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont, enfin, vu leur coûts baisser et leur diffusion s'accélérer<sup>4</sup>.

Il faudra, toutefois, affronter d'autres défis politiques. La pénurie de facteurs complémentaires comme des infrastructures fiables, l'accès au financement et un réservoir de travailleurs formés doit s'atténuer graduellement. Il faut également répondre aux problèmes que posent les facteurs institutionnels qui dégradent le «climat des investissements» et nuisent aux investissements dans les technologies.

La troisième source de croissance autonome se constitue de la *demande intérieure*, autrement dit la consommation et les investissements publics et privés. Si celle-ci augmente dans les pays émergents et en développement proportionnellement à leur potentiel de production et que le commerce Sud-Sud se renforce, de nouveaux succès se préparent en matière de «changements structurels» et

de croissance liée aux exportations. Il est peut-être temps, maintenant, de mieux faire coïncider croissance de la production et de la consommation dans ce groupe de pays, tout en usant du commerce Sud-Sud pour accrocher au mouvement les petits pays en développement.

### Le processus de mutation structurelle

La croissance spectaculaire de plusieurs économies asiatiques – principalement la Chine – tout comme, plus anciennement, les longues périodes d'expansion qu'a connues l'Amérique latine ne peuvent se comprendre pleinement que si l'on prend en compte le processus de «mutation structurelle» dont ils ont largement été l'objet (tout au moins au début). D'immenses contingents de travailleurs sous-qualifiés employés dans des activités en stagnation et à bas rendement – comme l'agriculture de subsistance dans de nombreuses zones rurales – ont investi d'autres domaines à valeur nettement plus élevée où il existe de nombreuses possibilités de faire progresser la productivité. Ce mouvement s'est généralement effectué sans avoir besoin d'augmenter les qualifications des travailleurs de façon spectaculaire.

La montée du commerce international et l'évolution technologique déjà mentionnées ont facilité les mutations structurelles. La standardisation, la modularisation et la codification technologiques – plus particulièrement dans l'électronique, la construction automobile et certains services – ont permis de «déverticaliser» la production et de la délocaliser<sup>5</sup>. La fragmentation de la production et des tâches commerciales ainsi que la chute des coûts de transport et de communication ont réduit les obstacles auxquels pouvaient se heurter les mutations structurelles nécessaires. La taille du marché n'est plus une condition pour obtenir des économies d'envergure ou d'échelle, tandis que les besoins en savoir-faire et en coordination peuvent être comblés en intégrant un réseau de production transnational. Les exigences concernant les institutions locales demeurent, toutefois, intactes.

Les programmes d'investissement dans les infrastructures et le capital humain, la réduction de la pauvreté et l'intégration sociale dans les pays émergents et en développement doivent stimuler la consommation locale et l'investissement, ce qui produit des boucles de rétroaction positives. Si on leur accorde un rôle accru, les réseaux de protection sociale et les politiques actives de réduction de la pauvreté peuvent également devenir une composante de la croissance durable de la planète.

Les pays émergents et en développement riches en ressources naturelles peuvent, enfin, tirer profit du fait que la demande relative en matières premières devrait rester forte à moyen terme: en effet, la croissance, après la crise, dépendra davantage des pays émergents et en développement et leur demande en matières premières est plus importante que partout ailleurs. Bien évidemment, ces

richesses naturelles ne seront une bénédiction qu'à la condition que des mécanismes de gouvernance et d'administration des revenus soient mis en place pour éviter que le pays ne se transforme en une économie de rente<sup>6</sup>.

### Conclusion

Le survol qui précède mène à penser qu'il existe des possibilités pour que les pays émergents et en développement assument un rôle plus important dans l'économie mondiale et lui serve de locomotive en renforçant ses possibilités de croissance. Il faut, pour cela, qu'ils évitent un «recouplage» nuisible avec les pays avancés à faible croissance, qui ne pourrait que les retarder. Tout dépendra, toutefois, des politiques intérieures et des réformes que ces pays entreprendront. ■

<sup>6</sup> Brahmhatt et Canuto (2010); Brahmhatt, Canuto et Vostroknutova (2010).

Encadré 1

#### Bibliographie

- Brahmhatt M. et Canuto O., «Natural Resources and Development Strategy after the Crisis», *Economic Premise*, n° 1, février 2010 ([www.worldbank.org/economicpremise](http://www.worldbank.org/economicpremise)).
- Brahmhatt M., Canuto O. et Vostroknutova E., «Dealing With Dutch Disease», *Economic Premise*, n° 16, mai 2010 ([www.worldbank.org/economicpremise](http://www.worldbank.org/economicpremise)).
- Canuto O. et Giugale M., *The Day After Tomorrow: A Handbook on the Future of Economic Policies in the Developing World*, Washington, 2010, Banque mondiale.
- Canuto O., Dutz M. et Reis J.G., «Technological Learning and Innovation: Climbing A Tall Ladder», *Economic Premise*, n° 21, juillet 2010 ([www.worldbank.org/economicpremise](http://www.worldbank.org/economicpremise)).
- Claessens S., Kose M.A. et Terrones M., *What Happens During Recessions, Crunches and Busts?*, IMF Working Paper 08/274, décembre 2008.
- Ghani E. et Kharas H., «The Service Revolution», *Economic Premise*, n° 14, mai 2010 ([www.worldbank.org/economicpremise](http://www.worldbank.org/economicpremise)).
- FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2009.
- FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2010.
- Yusuf S., *The Past and Future of Export-Led Growth* (<http://blogs.worldbank.org/growth>), 24 février 2010.

europa forum luzern  
Wirtschaft, Wissenschaft  
und Politik im Dialog

# Formation, Recherche, Innovation

## La place industrielle suisse en Europe et dans le monde

19<sup>e</sup> internationales Europa Forum Luzern  
8 et 9 novembre 2010  
KKL Luzern

Manifestation publique  
Lundi 8 novembre 2010  
17h30 – 19h50, Entrée libre

Symposium  
Mardi 9 novembre 2010  
09h00 – 17h15, CHF 280 / Euro 210

Exposition industrielle au foyer

[www.europa-forum-luzern.ch](http://www.europa-forum-luzern.ch)

Manifestation publique sous l'autorité de:



**Doris Leuthard**  
Présidente de la Confédération



**Mauri Pekkarinen**  
Ministre d'économie, Finlande



**Ulf Berg**  
Swissmem, Bobst Group



**Gerd Folkers**  
Collegium Helveticum,  
Fonds national Suisse



**Matthias Kaiserswerth**  
Laboratoire de recherche IBM



**Sylvia Schwaag-Serger**  
VINNOVA, Agence d'innovation  
Suède



**Robert-Jan Smits**  
Commission européenne, Direction  
générale de la recherche

Partenaire Principal

Partenaire d'or

Partenaire d'excellence

Partenaires

Partenaires de services

Partenaires médiatique

Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Integrationsbüro EDA/EVD

NOVARTIS



Credit Suisse  
Canton de Zurich  
Fonds national Suisse  
Agence pour la promotion  
de l'innovation CTI  
Syngenta

BVMW  
FASMED  
KMU-Portal  
SATW  
SGCI  
Swiss Biotech  
Swissmem  
SwissT.net  
VSUD  
Zentralschweizerische  
Handelskammer HKZ

**Neue Zürcher Zeitung**  
 **KMU** SCHWEIZER  
MONATSHEFTE  
 **polyscope!** **Swiss Equity**  
magazin  
 **Venture Capital**  
Magazin